



Contact : Arthur Didier Deren, Coordinateur Média

14/01/2020

Compagnie : Sine Qua Non

Email : arthur.didierderen@sinequanon-eu.com

info@sinequanon-eu.com

Web : www.sinequanon-eu.com

L'ACTION DE L'UE AU LIBAN A RENONCÉ À SON AMBITION DE RÉFORME POLITIQUE

En 2019, l'Union Européenne a maintenu une assistance financière au Liban dépourvue de toute pression politique. Au lieu de dialoguer avec la société civile libanaise, l'UE s'est engagée dans des tractations techniques avec les tenants traditionnels du pouvoir. Afin d'accompagner les revendications des manifestants et de faciliter la démocratisation du pays, Sine Qua Non appelle l'UE à rétablir une conditionnalité politique à son aide financière au Liban.

Alors que la situation économique du Liban s'est dégradée, l'Union Européenne a fermé les yeux sur plusieurs manquements du gouvernement libanais. En effet, l'Instrument Européen de Voisinage (IEV), le principal mécanisme de soutien au Liban, a abandonné la conditionnalité politique à son aide financière au Liban dans son programme d'action annuel 2019. Sine Qua Non accuse notamment l'UE d'avoir ignoré le non-respect par le Liban de sa loi anti-torture de 2017.

Sine Qua Non appelle donc Bruxelles à rendre son assistance financière conditionnelle au respect par le gouvernement libanais des exigences des manifestants. Afin de mettre en œuvre leurs revendications, les 27 états membres devraient également renforcer leur dialogue avec les organisations de la société civile libanaise. Jusqu'ici, l'IEV s'est surtout appuyée sur les structures politiques traditionnelles dont les manifestants libanais ont affirmé le rejet. Cela a réduit l'action de l'UE au Liban à des mesures techniques faisant fi de la réalité sur le terrain.

De la même manière, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) et la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) ont continué à soutenir le secteur privé libanais **sans mettre en place de « politique anti-corruption crédible »**. Sine Qua Non dénonce ici une politique étrangère européenne qui se résume à « **des transferts financiers directs au mépris d'un status quo fragile** ».

Sine Qua Non recommande ainsi de profiter de la nomination de Hassan Diab en tant que Premier Ministre afin de réformer l'aide financière européenne au Liban via l'instauration d'une ligne de crédit, la recapitalisation des banques locales et le renforcement du programme européen de jumelage. L'ouverture annoncée par M. Diab à l'intervention d'institutions internationales dans l'économie de son pays crée pour Bruxelles une fenêtre d'opportunité unique.

Pour plus d'informations, arthur.didierderen@sinequanon-eu.com